

plus en continuant de bénéficier d'une aide prétendument humanitaire, mais ils ne recevraient aucune fourniture militaire.

Après la signature de l'accord bipartite, le Secrétaire d'État, M. James Baker, a déclaré que, la méthode militaire ayant échoué au Nicaragua, les États-Unis recherchaient un règlement politique en usant de la carotte et du bâton. Puis, en août 1989, la Maison Blanche déclencha la fureur des ferments partisans des *Contras* en n'empêchant ni ne dénonçant l'accord signé par les cinq présidents centraméricains qui demandaient le démantèlement des *Contras* au début du mois de décembre au plus tard. Par la suite, Washington a refusé d'utiliser son veto contre une décision du Conseil de sécurité de l'ONU relative à la mise sur pied d'une mission qui superviserait la démobilisation des *Contras*.

Dans le même temps, cependant, la Maison Blanche a laissé passer plusieurs occasions de prendre du recul par rapport aux *Contras*. Ainsi, les Sandinistes se sont engagés, en décembre 1989, à réunir les conditions voulues pour que les *Contras* rentrent au pays. Les États-Unis n'ont jamais cherché à vérifier si cela était vrai en encourageant les forces *contras* à essayer de regagner le Nicaragua. Au lieu de cela, l'aide américaine n'a cessé d'affluer au Honduras, donnant toute raison aux *Contras* d'y rester.

Washington retenait son souffle en attendant de voir si les Sandinistes tiendraient parole et organiseraient des élections présidentielles libres. La Maison Blanche espérait que l'opposition, dirigée par Violeta Barrios de Chamorro, l'emporterait, ce qui, du même coup, résoudreait le problème nicaraguayen. C'est effectivement l'opposition qui l'a emporté. Mais alors, ce n'était pas le seul scénario possible, ni même le plus probable. Avant les élections, les États-Unis ont tu leurs intentions en cas de victoire loyale des Sandinistes et ils n'ont pas dit s'ils lèveraient les sanctions économiques et aideraient à démobiliser les *Contras*. Maintenant, ces questions sont sans intérêt.

Ce n'est qu'après que les Sandinistes ont montré clairement qu'ils respecteraient la décision des urnes que le gouvernement américain s'est intéressé de près au conflit le plus brutal d'Amérique centrale : la guerre civile salvadorienne. À la fin du mois de mars, M. James Baker s'est mis en devoir d'élaborer avec le Congrès un accord bipartite sur la politique américaine au Salvador. Le moment était propice puisque, quelques semaines plus tard, le Secrétaire général des Nations-Unies, M. Pérez de Cuéllar, annonçait que les parties au conflit (le gouvernement salvadorien et les combattants du Front national de libération Farabundo Martí [FNLFM]) étaient d'accord pour entamer des négociations de paix avec l'ONU pour médiateur.

LE GOUVERNEMENT BUSH AVAIT HÉRITÉ D'UNE POLITIQUE SALVADORIENNE PLUS nuancée que celle concernant le Nicaragua. Sous l'administration Reagan, la Maison Blanche, aiguillonnée par le Congrès, s'était aussi intéressée aux dimensions politiques de la guerre civile. Les États-Unis ont cherché à consolider un centre politique au Salvador, à encourager des réformes économiques et sociales, et à mettre fin au recours généralisé aux assassinats politiques et aux autres violations des droits de la personne.

Au terme du mandat de Ronald Reagan, ces objectifs étaient loin d'être atteints, et la situation a continué de se détériorer en 1989. Lors d'élections présidentielles, le gouvernement centriste de José Napoléon Duarte, appuyé par les États-Unis, a été balayé du pouvoir par l'Arena, parti de droite; les violations des droits de la personne se sont multipliées, et la guerre contre les rebelles a redoublé de violence.

On a vu à quel point la situation s'était détériorée quand la guérilla a lancé son offensive massive en octobre. En déclenchant simultanément des attaques dans toutes les grandes villes du Salvador, le FNLFM a démontré une capacité militaire dépassant même les estimations les mieux informées. Les forces armées du Salvador ne pouvaient plus proclamer que la guérilla était à deux doigts d'être vaincue. Si le gouvernement salvadorien gardait l'illusion de maîtriser son armée, il l'a perdue, d'abord en voyant la réaction brutale des militaires face à l'offensive du FNLFM (l'armée n'avait pas vraiment consulté les autorités élues), ensuite, en apprenant le meurtre de

sang froid de six prêtres jésuites par des membres d'un bataillon entraîné par les Américains.

Il devint manifeste que la politique américaine reposait sur une hypothèse erronée, à savoir que la situation s'arrangeait lentement mais sûrement. En fait, le pays s'enlisait dans la guerre. La politique salvadorienne ne devenait ni plus démocratique ni respectable. Après dix ans d'engagement complet et après avoir dépensé plus de 4 milliards de dollars, les États-Unis se retrouvaient dans une impasse.

DÈS LE DÉPART, LE GOUVERNEMENT BUSH A SEMBLÉ MOINS DÉTERMINÉ QUE son prédécesseur à vaincre les guérilleros du FNLFM par les armes et plus ouvert à la solution d'un règlement négocié. Mais le gouvernement n'a jamais vraiment décidé lequel de ces objectifs il poursuivait ni défini de stratégie pour l'atteindre. La Maison Blanche n'a jamais essayé d'user de son influence (400 millions de dollars d'aide par an) pour amener le gouvernement et l'armée du Salvador à s'efforcer de négocier un règlement.

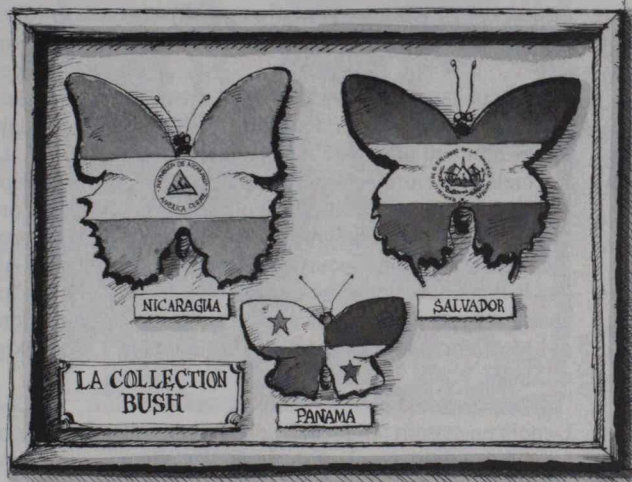
Depuis l'offensive de la guérilla et le massacre des jésuites, le gouvernement et le Congrès se sont querellés au sujet de l'aide au Salvador. Les efforts de James Baker pour trouver un accord avec le Congrès ont peut-être coïncidé avec l'initiative de M. Pérez de Cuéllar pour amener les belligérants à la table des négociations, mais il s'agissait surtout d'une réponse aux réticences croissantes des élus du Congrès à maintenir cette aide telle qu'elle était. Il a sans doute fini par devenir évident que les États-Unis ne peuvent aider indéfiniment et massivement une armée et un gouvernement salvadoriens incapables de vaincre la guérilla et de mettre un terme aux violations des droits de la personne commises par leurs propres partisans.

L'évolution de la politique américaine depuis que George Bush a pris ses fonctions traduit, en partie, l'importance décroissante de l'Amérique centrale dans les calculs de Washington. Avec le réchauffement des rapports Est-Ouest et l'effondrement des régimes communistes, la lutte contre le marxisme révolutionnaire et contre l'influence du bloc soviétique sur les continents américains n'a plus vraiment lieu d'être.

Peu désireux d'affronter les risques d'une politique activiste dans une région d'importance secondaire, le gouvernement Bush s'est efforcé de reléguer l'Amérique centrale au second rang de la politique étrangère américaine et de s'y faire plus discret. En diminuant son engagement dans la région, excepté au Panama, Washington a laissé plus d'espace à d'autres acteurs : les présidents centraméricains, d'autres dirigeants latino-américains, les Nations-Unies et l'OEA. Tous ont joué des rôles considérables au Nicaragua et ils s'intéressent activement au Salvador. La leçon la plus importante est sans doute que les intérêts de la politique étrangère américaine, du moins dans certaines circonstances, sont mieux servis quand les États-Unis interviennent moins directement et quand ils s'en remettent davantage à des approches multilatérales.

Les problèmes de l'Amérique centrale sont, évidemment, encore loin d'être résolus. Les négociations actuelles au Salvador peuvent se révéler infructueuses, comme lors des séries de pourparlers passées. Les nouveaux gouvernements nicaraguayen et panaméen, soutenus par les États-Unis, sont confrontés à d'immenses problèmes : ni le Nicaragua ni le Panama n'ont de tradition démocratique; leurs institutions gouvernementales sont fragiles; et dans les deux pays, ce sont des coalitions surtout unies par leur opposition aux régimes qu'elles remplacent qui exercent le pouvoir. De plus, leurs économies sont moribondes et désespérément pauvres. Deux autres pays de la région, le Guatemala et le Honduras, connaissent des difficultés comparables.

Il est trop tôt et il serait malvenu pour le gouvernement Bush de fêter une réussite en Amérique centrale. Après tout, les pays et les populations de la région souffrent toujours des effets dévastateurs de plus d'une décennie de guerres auxquelles les États-Unis ont lourdement participé. Quand bien même ses guerres se termineraient, la tragédie centraméricaine ne serait pas finie pour autant. Ce n'est que si les États-Unis et la communauté internationale sont décidés à investir autant dans la reconstruction économique qu'ils ont dépensé à armer les belligérants que la région peut espérer connaître un avenir meilleur. □



Michael McPherson